



La CGT départementale communique...

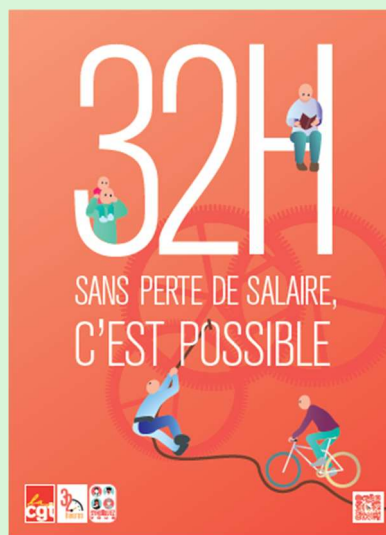
Union Départementale Cgt de Saône et Loire - 5 rue Guynemer - 71200 LE CREUSOT

Tél 03 85 57 35 15 - Mail ud71@cgt.fr

Agenda 2022

Commission Exécutive UD

- Lundi 14 mars
- Lundi 11 avril
- Lundi 9 mai
- Lundi 13 juin
- Lundi 11 juillet
- Lundi 12 septembre
- Lundi 10 octobre
- Lundi 14 novembre
- Lundi 12 décembre



28 janvier 2022

Transport: licenciement routier, la CGT reporte son rassemblement de soutien

Communiqué de presse de l'Union Locale CGT Chalon sur Saône

Réunie en bureau ce vendredi, l'union locale CGT Chalon a fait le point sur la situation au transport Laville de Bey. Suite à un article le lundi 24 et un droit de réponse le 26, les deux parties semblent vouloir régler une situation par voie de presse avant un entretien programmé ce lundi 31 janvier.

C'est bien cet entretien qui révélera éventuellement les faits prétendus fautifs selon l'employeur contre le salarié, et que ce dernier puisse exposer les dysfonctionnements qui le préoccupent dans l'entreprise.

Si la CGT réfléchit toujours à la possibilité d'un rassemblement de soutien, elle a reporté celui-ci à une date ultérieure, pour que cet entretien se fasse dans un climat plus apaisé. Elle reste par contre en veille et très vigilante à la situation dans l'entreprise. En effet, la situation du camarade ne peut pas être détachée de la mise en place des futures élections professionnelles.

Depuis plusieurs années, il y a carence de liste aux élections professionnelles au sein de cette société. L'arrivée d'une liste CGT dans une entreprise pose bien souvent des inquiétudes aux salarié-es qui se mettent en avant. L'union locale CGT apporte tout son soutien à la liste CGT présentée, elle se dotera de tous les moyens à sa disposition pour que les salarié-es puissent élire démocratiquement les camarades qui souhaitent les représenter face à la direction.

Pour l'heure nous attendrons donc les décisions de l'employeur en direction du salarié à l'issue de l'entretien et nous poursuivons notre travail avec le syndicat nouvellement créé pour mener à bien l'élection professionnelle engagée.

1^{er} février 2022

CHALON SUR SAONE: Les agents du social et médico-social dans la rue



Les agents du social et du médico-social ont manifesté sur les marches de l'hôtel de ville chalonnais.
Photo JSL /Renaud LAMBOLEZ

Une centaine d'agents des secteurs du social et du médico-social se sont rassemblés devant l'hôtel de ville de Chalon-sur-Saône ce mardi 1er février, répondant à l'appel de plusieurs organisations syndicales. Les manifestants dénoncent un « mépris » envers leurs professions. Ils sont éducateurs, assistantes sociales, chargés de tutelle. Ils travaillent aux Papillons blancs, à l'Udaf (Union départementale des associations familiales), à la sauvegarde de l'enfance, à la mutualité française... Et ils veulent maintenir la pression.

Ce mardi 1er février, ils étaient une centaine, réunis devant l'hôtel de ville de Chalon-sur-Saône, pour réclamer des hausses de salaire et de meilleures conditions de travail. Ce mouvement de grève, à l'appel de plusieurs organisations syndicales, faisait suite à celui du 7 décembre dernier. « Nous sommes les invisibles, les oubliés du Segur, martèle Martial Petit, délégué syndical. Nos salaires n'ont pas été augmentés depuis 20 ans ! Nous sommes les sacrifiés des politiques sociales et salariales. » « Nous ne demandons pas l'aumône, mais une juste reconnaissance et de pouvoir vivre décemment, appuient les manifestants. Nous voulons une augmentation de salaire de 183 € pour un rattrapage général de 300 €. Il faut également que nos conventions collectives soient maintenues et améliorées. Le mépris, ça suffit ».

1^{er} février 2022

MACON: Un mouvement de grève chez Enedis et GRDF



Une partie des grévistes devant l'entrée du site de la rue de la République, à Mâcon. Photo JSL /Adrien WAGNON

Mardi, plusieurs techniciens de chez Enedis et GRDF ont participé à un mouvement de grève à Mâcon. Ces salariés, qui ont occupé le site de la rue de la République, ont répondu à un appel national lancé par la CGT. Le syndicat réclame « la renationalisation » de ces deux entreprises. « Il faut sortir du marché pour retrouver des tarifs réglementés acceptables pour la population, indique Régis Sarandao, secrétaire du syndicat CGT IEG. L'ouverture du marché à la concurrence a créé de vrais problèmes. Nous voulons un vrai service public de l'énergie. »

Les grévistes, qui assuraient tout de même les urgences, ont également réclamé des augmentations de salaires. « Malgré des bénéfices colossaux, la direction propose aujourd'hui 0,3 % d'augmentation, s'insurge le responsable syndical.

Nous ne sommes pas d'accord. Nous réclamons au moins l'inflation et un rattrapage sur les cinq dernières années. » Localement, les salariés dénoncent « un sous-effectif », synonyme de « nombreuses astreintes ». « Il faut des embauches », insiste Régis Sarandao. Ce mouvement de grève, qui pourrait être reconduit dans les prochaines semaines, a aussi été suivi à Autun et Paray-le-Monial. Contactée par la rédaction, la direction territoriale d'Enedis n'a pas souhaité réagir.

1^{er} février 2022

CHALON SUR SAONE: Mobilisation des travailleurs sociaux devant la Mairie de Chalon sur Saône

À l'appel de la CGT Santé et Action sociale, une centaine de salariés de l'action sociale et du médico-social étaient réunies ce mardi 1er février aux abords de la mairie. Les 183 euros d'augmentation de salaire font partie des revendications de ces oubliés du Ségur. Plus de détails avec Info Chalon.

Ils sont surveillants de nuit, femmes de ménage, éducateur spécialisé, animatrice, assistante sociale, conseiller en économie sociale et familiale, psychologue, moniteur éducateur, maîtresse de maison, éducateur jeunes enfants, monitrice d'ateliers, psychomotriciens... mais ce sont surtout «des oubliés du Ségur».



À l'appel de la CGT Santé et Action sociale, rejointe par FO Action sociale, une centaine de travailleurs sociaux se sont réunis ce mardi 1er février, sur la Place de l'Hotel de Ville, ce mardi 1er février à 14 heures 30. Cette centaine de travailleurs sociaux venaient principalement de l'AMEC, la Sauvegarde 71, l'UDAF, les Papillons Blancs, la Mutualité Française et l'ADFAAH. **Ce mouvement fait suite à ceux du 7 décembre 2021 et du 11 janvier 2022.**

En effet, depuis plusieurs semaines, les salariés de l'action sociale et du médico-social se mobilisent pour des augmentations de salaire et pour une amélioration de leurs conditions de travail. Ils dénoncent la dégradation des conditions de travail du secteur social et médico-social, du service d'aide à domicile, de la protection de l'enfance, de l'insertion et du handicap. *«Nous demandons au gouvernement et aux syndicats employeurs de prendre leurs responsabilités. Nous demandons des réponses claires et rapides. Nous demandons d'être en cohésion et en cohérence plutôt que de jouer sur le clivage dans des différences de traitement pour des professionnels du secteur du social et médico-social. Nous sommes les oubliés du Ségur mais nous ne sommes pas invisibles!»,* lance à l'assistance **Céline Cuenot**, déléguée syndicale CGT de la Sauvegarde 71.

Sollicités au début de la crise sanitaire et sur le front pendant toute les périodes de confinement et les vagues successives de Covid-19, ils n'ont pourtant pas bénéficié de revalorisation salariale, «même pas une prime!», précise la militante CGT. En effet, **depuis plus de 20 ans, leurs salaires sont en berne.** *«Nous sommes des salariés méprisés, exploités et oubliés de la société!»,* poursuit-elle. Pour rappel, la valeur du point était de 3,40 euros en 2000, il est passé à 3,82 en 2021, soit une augmentation de 12,35%.

Comparativement, le SMIC lui a augmenté de 46,83% sur la même période. *«Nous avons perdu près de 30% de pouvoir d'achat. Nos professions elles-mêmes se précarisent : de plus en plus d'entre nous ont des difficultés financières liées à des dépenses courantes : logement, transport, énergie, carburants, alimentation, éducation des enfants... Nous ne demandons pas l'aumône, une juste reconnaissance et de pouvoir vivre décemment»,* indique la syndicaliste.

Concrètement, l'**Intersyndicale** demande une augmentation de salaire de **183 euros**, «*pour un rattrapage général de 300 euros*» et le maintien et l'amélioration des nos conventions collectives.

«Les 183 euros, ils sont prêts à les donner à condition de mettre à plat et démanteler les différentes conventions collectives pour les fusionner dans une convention de bas niveau et mettrait fin à tous nos acquis sociaux. Depuis le début, FO dénonce cette convention unique», nous explique **Isabelle Brussier**, trésorière du SDAS 71 de FO.

Comme nous l'indique **Martial Petit**, délégué CGT de l'AMEC et membre de l'US Santé Action sociale, **l'Intersyndicale veut une convention unique qui prend en compte les nouveaux métiers et qui réévalue les grilles salariales.**

Toujours concernant les conventions, la CGT et FO soupçonnent NEXEM et la FEHAP (les deux principales organisations professionnelles des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire) de s'être rapprochées en vue de faire cette convention unique nivelée par le bas.

Autres revendications du mouvement : l'augmentation de la valeur du point, la sauvegarde et l'extension des congés trimestriels et d'ancienneté, la défense des diplômes, la prise en compte de la charge de travail, la fin des contrats précaires, l'arrêt des glissements de tâches et l'obtention de véritables moyens et de politiques forts.

«Je suis en contact avec Pierre-Paul Seince (Ndlr : responsable CGT de l'Union fédérale de la Santé et de l'Action sociale) pour d'autres actions à venir», précise Martial Petit.

Donc, affaire à suivre...

2 février 2022

SAINT MARTIN BELLE ROCHE : L'entreprise Eurosérum ferme et condamne 119 emplois ...

C'est un coup de massue qui a été porté mardi à midi, lorsque Le JSL a annoncé la fermeture de l'usine Eurosérum à Saint-Martin-Belle-Roche. Les salariés n'étaient pas informés et ne se seraient jamais doutés d'une telle décision aussi fulgurante.

L'annonce a été faite lors d'un CSE (Comité social et économique) ce mardi 1^{er} février. L'entreprise Eurosérum, qui compte 120 personnes en CDI sur le site de Saint-Martin-Belle-Roche, au nord de Mâcon, devrait fermer ses portes au troisième trimestre 2022. La raison invoquée est liée à la concurrence sur le marché du lactosérum déminéralisé destiné à la nutrition infantile, le cœur de production de cette filiale du groupe Sodial.

Située dans la même enceinte que Régilait (qui n'est pas concernée par le plan social), Eurosérum Saint-Martin-Belle-Roche est une entreprise qui semblait pourtant bien se porter. Manifestement, il n'en serait rien. Sur un autre site, à Port-sur-Saône, un investissement de plus de 3 millions d'euros avait été réalisé en 2021 pour faire face aux défis d'avenir pour l'entreprise.

Ce mardi, un salarié a réagi face à cette nouvelle : « C'est une douche froide. Personne n'en revient. Nous ne nous doutions de rien. Le PDG Europe était venu en décembre pour les vœux. Certes le marché était compliqué mais il n'y avait rien d'alarmant selon lui. La direction cherchait également d'autres perspectives pour un développement. »

- « **Des couples travaillent ici, c'est terrible pour eux** »

La colère est d'autant plus forte, que cette annonce va générer des situations dramatiques. « Des couples travaillent ici, c'est terrible pour eux », souffle un salarié.

- **319 postes supprimés dont 119 sur le site mâconnais**

L'usine du Mâconnais a-t-elle été sacrifiée dans ce contexte économique ? C'est en tous les cas un coup très dur porté sur l'emploi local, même si l'embellie est réelle avec des entreprises qui embauchent sur le territoire Mâconnais Beaujolais agglomération.

Des actions pourraient être menées dès ce mercredi.

La direction annonce que Régilait reprendrait six salariés afin de poursuivre sa propre production et que des reclassements pourraient être possibles. Au total 319 postes sont supprimés dont 119 précisément sur le site mâconnais.

« Inacceptable » pour le CSE »

Dans un communiqué, le CSE (comité social et économique) d'Eurosérum a réagi : « Depuis 2018, des investissements financiers et humains ont remis le site à niveau après la crise sanitaire dans le lait infantile français [...] Fin juin 2022, plus rien sur Saint-Martin-Belle-Roche ? Quel prix pour démanteler le 2e plus gros site Eurosérum traitant près d'un million de litres de matière première par jour ! Un site comprenant des installations non délocalisables. Avec notamment une tour de séchage dans les plus récentes du groupe Sodiaal. [...] Les indicateurs du site n'ont jamais montré qu'une telle décision puisse tomber [...] Tout sera fait pour conserver l'activité sur le site de Saint-Martin, car une telle décision est, à la vue des éléments présentés, inacceptable. »

« C'est vraiment la douche froide. Personne ne s'attendait à cela »

Mardi, en début d'après-midi, l'abattement dominait chez les salariés d'Eurosérum croisés à proximité de l'unité de production de Saint-Martin-Belle-Roche. « On n'a pas le choix, lâche un homme qui travaille ici depuis 22 ans, dépité. On va devoir chercher un autre travail... ».

• Une réunion tendue

Les salariés de l'entreprise Eurosérum, l'un des gros employeurs privés du Mâconnais, ont appris la fermeture de l'usine hier, à la mi-journée, au cours d'une réunion. « On nous a prévenus le matin qu'il y avait une réunion à midi, relate un salarié. C'est là que la direction nous a appris la mauvaise nouvelle... » (NDLR, après la publication du JSL) Selon plusieurs témoignages, cette réunion a été tendue. Sous le choc de l'annonce de la fermeture, une salariée a fait un malaise. Certains ont fait part de leur colère. D'autant que personne ne s'attendait à une telle annonce. « On nous avait parlé de difficultés, mais pas à ce point, peste un autre salarié. C'est vraiment la douche froide. Personne ne s'attendait à cela ».

• Des salariés pourtant félicités à l'occasion des vœux 2021

Il y a quelques semaines, dans une note d'information que nous avons pu lire, le directeur du site présentait ses vœux aux salariés. « 2021 [...] a été récompensée par des résultats industriels qualitatifs très positifs, écrivait-il. Tableau flatteur entaché toutefois par des résultats bien en deçà de nos attentes et objectifs. Malgré ces écueils, vous avez su monter votre propension à l'efficacité et l'adaptabilité. Nous n'en sommes que plus fiers et nous vous adressons toutes nos félicitations. » Un discours qui tranche avec l'annonce de ce mardi.

Pour les salariés, une période trouble et incertaine débute. Qui acceptera les offres de reclassements, qui impliquent de déménager à plusieurs centaines de kilomètres ? Qui va être licencié ? Avec quelles aides pour retrouver du travail ? Une chose est certaine, l'arrêt de l'activité est prévu pour le troisième trimestre 2022.

« Nous sommes en surcapacité de production »

« Aujourd'hui, notre secteur d'activité est très compliqué, avec une demande qui baisse de manière constante, notamment en raison de la baisse de la natalité. Nous nous retrouvons en surcapacité de production, ce qui fait chuter les prix. Alors, qu'en parallèle, nous faisons face à l'augmentation des prix des matières premières. Nous avons dû prendre des décisions pour endiguer nos pertes. L'annonce de l'arrêt de l'activité sur le site de Saint-Martin-Belle-Roche est très difficile. Nous prenons un double engagement. Le premier est de reclasser les salariés, en aidant à la mobilité.

Le groupe Sodiaal va ouvrir 500 postes partout en France. Notre second engagement est de rechercher activement un repreneur pour le site de Saint-Martin-Belle-Roche », a réagi l'entreprise.

3 février 2022

SAINT MARTIN BELLE ROCHE: Eurosérum, une fermeture « brutale et incompréhensible »

Vingt-quatre heures après l'annonce de la fermeture de l'usine Eurosérum de Saint-Martin-Belle-Roche, l'onde de choc ne retombe pas dans le Mâconnais. Les représentants des salariés s'insurgent.

Mercredi matin, le calme régnait sur le parking de l'usine Eurosérum, le long de la RD906, à Saint-Martin-Belle-Roche. Les employés de cette usine spécialisée dans la production de lactosérum déminéralisé destiné à la nutrition infantile sont allés prendre leur poste. Mais l'envie n'y était pas. « Tout le monde est sous le choc », glissait un salarié, sans vouloir en parler davantage.

L'annonce de la fermeture prochaine de l'usine , « au troisième trimestre 2022 » selon la direction du groupe, mais plutôt « en juillet » selon les salariés, est un coup de massue pour les 119 employés du site du nord de Mâcon. Sans oublier les intérimaires.

Sur place, personne ne s'attendait à cette « mauvaise nouvelle », même si tout le monde savait que l'entreprise connaissait certaines difficultés sur le plan comptable. Et sur la forme, certains salariés, qui ne travaillaient pas hier midi, l'ont appris dans la presse... Pas très classe.

« Les salariés sont dans l'incompréhension de la brutalité de la stratégie de Sodiaal, indique Olivier Legros, secrétaire (CGT) du comité social et économique. Eurosérum était la pépite du groupe Sodiaal il y a quelques années. Et aujourd'hui, du jour au lendemain, on nous annonce que cela est fini ! »

Pour Olivier Legros, la fermeture prochaine de l'usine de Saint-Martin-Belle-Roche, n'a « aucune logique économique. Le site est un outil de plusieurs centaines de millions d'euros qui tourne 24 heures sur 24 et sept jours sur sept.

Ici, près d'un million de litres de matière première sont traités tous les jours. Et n'oubliant pas que pendant les périodes de confinement, les employés ont été les premiers de cordée pour traiter le lait de la nation ».

• « Tout sera fait pour conserver l'activité sur le site »

« Une nouvelle fois, les salariés vont servir de variable d'ajustement dans la stratégie de Sodiaal, la plus grande coopérative laitière de France », poursuit Olivier Legros. Ce responsable syndical, comme tous les autres membres du CSE, dit que « tout sera fait pour conserver l'activité sur le site de Saint-Martin-Belle-Roche ». Car pour eux, fermer l'usine, est une « décision inacceptable ». « *Une nouvelle fois les salariés vont servir de variable d'ajustement dans la stratégie de Sodiaal, la plus grande coopérative laitière de France.* » **Olivier Legros, secrétaire (CGT) du comité social et économique d'Eurosérum**

119 : Le nombre d'emplois qui vont être supprimés avec la fermeture de l'usine Eurosérum de Saint-Martin-Belle-Roche.

• « Sodiaal un géant français du lait »

Eurosérum fait partie du groupe Sodiaal, un géant industriel des produits laitiers qui fonctionne sur un modèle coopératif. Le groupe, qui emploie plus de 8 500 personnes, possède des marques bien connues des consommateurs, comme le lait Candia , les yaourts *Yoplait* , les fromages *Coeur de lion* et Entremont ou encore les briquette s Candy'Up. Le groupe Sodiaal possède plus de 70 sites industriels en France. Mardi, il a annoncé les fermetures de deux de ses usines à Saint-Martin-Belle-Roche et à Campbon (Loire-Atlantique), qui engendreront 316 suppressions d'emploi. Pour justifier ces fermetures, le groupe pointe « la baisse persistante de la consommation de lait ». Pour Saint-Martin-Belle-Roche, le groupe indique être en « surcapacité de production ». « Aujourd'hui, notre secteur d'activité est très compliqué, avec une demande qui baisse de manière constante, notamment en raison de la baisse de la natalité, explique la direction. Nous nous retrouvons en surcapacité de production, ce qui fait chuter les prix. Alors, qu'en parallèle, nous faisons face à l'augmentation des prix des matières premières ».

8 février 2022

AUTUN : les agents du syndicat CGT Mines Energies 71 présents à Autun

Aujourd'hui, les agents d'ENEDIS Bourgogne ont décidé de se rassembler sur le site d'AUTUN afin de convenir d'actions coordonnées pour se faire entendre auprès de la direction dans les prochains jours.

Une cinquantaine de salariés venant de Nevers, Dijon, Chalon sur Saône, Montceau les Mines, Paray le Monial, Autun et accompagnés de retraités des IEG et d'élus-e-s CGT ont pris la décision de continuer le mouvement pour faire aboutir des mesures salariales correspondant aux attentes des salarié-e-s. Nous rappelons que nous demandons notre dû et une redistribution équitable de la richesse produite par les femmes et les hommes de notre entreprise.

L'Assemblée Générale constituée d'agents grévistes a voté l'interpellation de la direction mais celle-ci a encore refusé de se déplacer ou d'envoyer un émissaire pour répondre et dialoguer avec les agents sur leurs revendications déposées depuis le 20 janvier 2022 avec le préavis de grève, qui court jusqu'au 25 février 2022.

Le directeur a annoncé avoir un rendez-vous important l'empêchant de venir discuter et ouvrir les négociations avec les agents et les représentants CGT. Quel dommage que la priorité de la direction ne soit pas celle de l'intérêt général et mais plutôt celle d'être en représentation.

Depuis le début de l'année, la direction propage, à travers leurs bateleurs d'estrade, des chiffres de progression de rémunération de 34% en dix ans, des salaires moyens de 3600€ brut/mois et avance que les agents d'ENEDIS sont dans la fourchette haute des rémunérations en comparaison avec d'autres corps de métiers.

La CGT dénonce les montants annoncés par les amuseurs du roi qui ne correspondent en rien à la réalité et aux fins de mois difficiles de chacun mais simplement à nous faire taire, à nous culpabiliser et à nous définir comme des nantis en mal de reconnaissance.



Malheureusement, avec ce genre de comparaison et la position dogmatique économique de la direction, nous ne pourrions avoir un dialogue serein et constructif ce qui nous conduira inéluctablement vers l'animosité. Les salarié-e-s ne font pas l'aumône, ne demandent pas l'irréalisable mais simplement un juste retour des efforts consentis tout au long de ces années.

Bénéfice d'ENEDIS net en 2021 est de : 1,175 Milliards€ !

L'enveloppe de 2,8% annoncée pour cette année correspond à 6% du résultat net, c'est-à-dire des miettes.

La CGT revendique :

- Une augmentation du SNB à minima de l'inflation 2021
- Une augmentation de salaire significative pour les agents par l'attribution de 2 NR immédiatement pour rattrapage des années précédentes.
- Le reclassement de tous les agents par rapport au Référentiel Technique Pratique Professionnelle M3E.
- La revalorisation de la prime d'astreinte et de l'Indemnité Zone d'Habitat.
- Le respect de l'accord astreinte avec 13 tour maximum par an/agent.
- La publication automatique des postes 12 mois avant le départ en inactivité et 6 mois avant chaque mutation.
- Une différenciation de l'enveloppe d'attribution des avancements au choix et des reclassements et celle destinée aux postulations sur publication.
- Une répartition égale dans l'attribution des NR entre les collèges Exécution, Maîtrise et Cadre.
- Une participation de tous les agents d'exploitation aux différentes activités et ne soient plus cloisonnés, comme certains, à des tâches uniques et répétitives.
- Le rendre de manière exceptionnelle les prestations entre les BO.
- Réouverture et maintien des sites prévus de fermetures dans le projet de réorganisation des AI.
- La ré-internalisation des activités (branchements, travaux PDV, accessoires, l'implantation de support etc....).
- De maintenir l'activité d'exploitation afin d'assurer le maintien des compétences.
- Des moyens matériels adéquats pour assurer notre activité d'exploitation.
- Le retrait du projet de géolocalisation, géo-position, géo-décision...(ASGARD).
- L'arrêt des méthodes de management mises en place récemment qui nuisent à la santé et l'intégrité des agents ainsi qu'à la vie du groupe.
- La résolution des problèmes d'effectifs immédiatement avec l'embauche des CDD, des intérimaires et des MRAES.
- Des embauches dans tous les services pour répondre à l'activité sans recours aux prestations extérieures.
- La résorption immédiate des inégalités salariales entre les femmes et les hommes.

12 février 2022

GUEUGNON : Conflit social, les salariés d'Aperam en grève deux heures par jour

En pleines négociations avec la direction, la CGT et la CFDT ont appelé à la grève depuis lundi sur le site gueugnonnais d'Aperam. Deux heures par jour, quasiment tous les outils de l'usine s'arrêtent. En cause, une proposition d'augmentation des salaires jugée insuffisante au vu des résultats financiers de l'entreprise.

« On a senti du dépit et du mépris chez les salariés après la proposition de la direction, certains regards étaient bas. » Olivier Reynaud et Fernando Araujo, responsable de section et délégué central de la CFDT, l'assurent : les employés d'Aperam à Gueugnon sont déterminés.



Alors que les négociations obligatoires annuelles vont se poursuivre mardi 15 février (elles ont été avancées de deux jours) entre représentants du personnel et direction de l'entreprise, un mouvement de grève s'est lancé dans l'usine de métallurgie après la proposition des dirigeants d'Aperam (augmentation de 2 % des salaires, avec un minimum de 45 € par mois et une prime de 500 €). Depuis lundi, les salariés sont invités par la CGT et la CFDT à stopper le travail durant deux heures par jour. D'après Fernando Araujo, « quasiment tous les outils sont à l'arrêt ». Fabien Segaud, de la CGT, explique : « Un atelier de dépannage est en grève illimitée, ça impacte de nombreux outils. Tous les sites d'Aperam en France sont touchés par ce mouvement. »

Ce débrayage de deux heures par jour, « c'est pour faire passer le message à la direction », lance Olivier Reynaud. Le message ? « Nous n'en sommes pas au point où il manque de l'argent aux salariés pour partir en vacances ou s'acheter une voiture, mais pour vivre, lâche Fernando Araujo. Depuis 2020, on a calculé qu'avec l'augmentation des prix, il fallait en moyenne 80 € de plus chaque mois pour garder le même niveau de vie. On est prêt à discuter mais l'augmentation générale des salaires est la priorité, on ne veut pas le chaos, on veut réussir ces négociations. »

• Une année record qui multiplie les attentes

Si l'attente est forte du côté des salariés, c'est notamment en raison des bons résultats d'Aperam en 2021. Marqueur concernant la création de richesse d'une entreprise, l'Ebitda (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement) de l'entreprise avait atteint un chiffre record de 609 millions de dollars en 2017. Pour 2021, ce chiffre a atteint 1,2 milliard de dollars.

« Ça énerve encore plus au vu de ces résultats, explique Fabien Segaud. Un piquet de grève sera monté toute la journée mardi, peut-être même avant. Il faut que les augmentations générales répondent à l'inflation. » À quelques jours de la réunion décisive entre syndicats et direction, Fernando Araujo conclut : « Aucun salarié d'Aperam

14 février 2022

AUTUN: Remise de médailles

Aujourd'hui, lors de la Commission Executive de l'UD CGT 71 qui se tenait à Autun, nos camarades Michel Perronet et Joël Gallice ont reçu la médaille du syndicalisme, en reconnaissance de leurs années de militantisme CGT au service des travailleurs.



15 février 2022

GUEUGNON: Aperam, accord record pour l'augmentation des salaires, mais...

La dernière réunion des négociations annuelles obligatoires a eu lieu mardi entre la direction d'Aperam et les syndicats. Les salariés, dont certains étaient en grève depuis le 7 février, se sont vus proposer une augmentation de leur salaire de 3 %, accompagnée d'une prime à la signature de 800 € et une prime récurrente de 200 €. Un accord record, mais qui pourrait ne pas être suffisant pour stopper la grève en cours.



Les négociations ont été rudes, mardi, entre la direction d'Aperam et les syndicats de l'entreprise de métallurgie. Le 3 février, une proposition d'augmentation des salaires de 2 % (avec un minimum de 45 €) et une prime de 500 € avaient été faite aux syndicats. À Gueugnon, la CGT et la CFDT avaient décidé d'appeler à la grève, jugeant les chiffres trop bas, au vu de l'année record en termes de bénéfices de l'entreprise.

Ce mardi midi, la direction d'Aperam a formulé une nouvelle proposition à hauteur de 2,6 % des salaires (avec un minimum de 60 €), une prime à la signature de 850 € ainsi qu'une prime récurrente annuelle de 150 €.

Autour d'un piquet de grève place des Forges, la CGT a tenu à rassembler les salariés durant la journée. Jean-Luc Bois, de la CGT, raconte : « Le matin, il y avait environ 150 employés présents. Nous les consultons pour l'avenir du mouvement de grève, ce sont eux qui décideront. »

Si la grève prend la forme de débrayage de deux heures par jour dans l'usine, l'atelier de maintenance opérationnelle est, lui, en arrêt total. Conséquence : à partir de mardi midi, plus aucune production ne partait à l'export au départ du site de Gueugnon.

Concernant les négociations, celles-ci ont débouché sur la proposition suivante de la part de la direction : 3 % d'augmentation des salaires (avec un minimum de 80 €), une prime à la signature de 800 € et une prime récurrente annuelle de 200 €. Fernando Araujo, de la CFDT, explique : « On s'est battu jusqu'au dernier moment pour faire passer le talon (minimum de l'augmentation salariale mensuel, Ndlr) de 70 à 80 € et passer la prime récurrente de 150 à 200 €. C'est un accord en demi-teinte, où personne ne perd la face, mais on est satisfait d'avoir été entendu. Un accord à 3 % d'augmentation des salaires, c'est inédit chez Aperam. » La CFDT a décidé de mettre en place un sondage envers les salariés afin qu'ils expriment leur volonté ou non d'accepter la proposition finale de la direction.



• La grève pourrait se poursuivre

De son côté, la CGT a sondé les salariés présents au piquet de grève aux alentours de 16 heures et a pris la décision de signer cet accord de la part de la direction, mais de poursuivre le mouvement de grève afin de négocier des accords supplémentaires pour le site de Gueugnon. Jean-Luc Blois détaille : « Nous sommes allés voir le directeur du site, nous avons une réunion avec lui mercredi matin. Nous allons notamment demander une réévaluation du salaire des jeunes et des primes supplémentaires pour le site. »

La signature de l'accord validant la proposition de la direction du groupe Aperam est prévue pour lundi. La poursuite ou non du mouvement de grève à Gueugnon dépend désormais des négociations qui vont s'ouvrir entre la direction du site et les syndicats.

16 février 2022

GUEUGNON : La Cgt appelle à continuer la grève chez Aperam

Après la fin des négociations annuelles obligatoires chez Aperam, la CGT avait demandé une réunion avec le directeur du site de Gueugnon afin d'évoquer des revendications propres au site saône-et-loirien. La réunion n'ayant pas satisfait le syndicat mercredi matin, celui-ci appelle aujourd'hui à poursuivre la grève dans l'usine.



« On s'installe pour une grève dans la durée. » Au lendemain de la réunion avec le directeur du site d'Aperam à Gueugnon, Jean-Luc Bois, de la CGT, confirme la poursuite de la grève dans l'usine de métallurgie.

Il raconte : « On a une direction ici qui ne semble pas avoir de mandat pour prendre des décisions. On attend d'avoir des gens en face de nous qui sont capables d'agir. » Dans les accords proposés par la direction du groupe que la CGT a accepté de signer, des crédits sont évoqués pour permettre aux sites de manière individuelle de répondre à certaines problématiques.

• « On est dans un bras de fer »

« Il y a des décalages énormes sur certains salaires, lance Jean-Luc Bois. Des primes ont été incorporées à des salaires à des époques où les plus jeunes d'entre nous n'étaient pas là, donc ils n'y ont pas droit. Ces crédits existent pour résoudre ce genre de problématiques. Mais la direction de Gueugnon semble vouloir garder ces crédits, on est dans un bras de fer. »

La CGT a donc décidé de maintenir le mouvement de grève qui touche le site d'Aperam à Gueugnon, où quasiment l'intégralité des outils est à l'arrêt depuis mardi en raison de débrayages et de la grève totale d'un atelier de maintenance. Ce mouvement pourrait prendre la forme de grèves par secteur, sans que toute l'usine ne soit à l'arrêt en même temps. Contactée, la direction gueugnonnaise d'Aperam n'a pas souhaité s'exprimer avant la signature de l'accord autour des négociations annuelles obligatoires qui doit avoir lieu lundi.

17 février 2022

SAINT MARTIN BELLE ROCHE : Les 119 sacrifiés d'Eurosérum ne comprennent pas et vont se battre

Mercredi midi, les représentants syndicaux d'Eurosérum avaient convié les salariés de l'usine à une assemblée générale. Entre incompréhension et colère, les employés ont fait le point quelques jours après l'annonce de la fermeture prochaine du site industriel de Saint-Martin-Belle-Roche.

Ils étaient quasiment tous là. Même ceux qui étaient en repos ont tenu à être présents. Mercredi midi, une centaine de salariés d'Eurosérum de Saint-Martin-Belle-Roche se sont retrouvés dans le réfectoire de l'usine pour participer à une assemblée générale. Un seul point était à l'ordre du jour : la fermeture prochaine du site, annoncée à la surprise générale par le groupe Sodial le 1er février dernier. Un coup de massue synonyme de suppression de 119 emplois à Saint-Martin-Belle-Roche.



Mercredi midi, Olivier Legros, secrétaire (CGT) du comité social et économique d'Eurosérum, a pris la parole pour informer les salariés sur les dernières réunions avec la direction. « Tout le monde est pris dans ce rouleau compresseur, a relaté le représentant syndical. Nous avons demandé du temps. Et aussi des réponses. Mais nous n'en avons pas eues. »

Quinze jours après l'annonce brutale de la fermeture de l'usine Eurosérum au troisième trimestre 2022, l'incompréhension reste totale chez les 119 salariés et leurs représentants. « Pourquoi nous, s'interroge désespérément une salariée, qui travaille à Eurosérum depuis 32 ans. Personne ne comprend. On a du travail. L'usine tourne... À mon âge, retrouver du travail ne va pas être simple. »

La fermeture prochaine du site aura des conséquences sociales importantes localement, même si le bassin est assez dynamique économiquement. « Chez Eurosérum, certains bossent ici de génération en génération, raconte Jean-Luc. La fermeture, c'est une catastrophe. Il y a des couples qui travaillent ici. Vous vous rendez compte... »

Dans le réfectoire, Alexandra est venue assister à l'assemblée générale avec son bébé, qui dort tranquillement dans son cosy, loin de l'agitation qui règne dans la salle. Cette jeune femme travaille à Eurosérum, comme son compagnon Arnaud. Dans les prochains mois, les deux trentenaires vont sûrement perdre leur emploi. « C'est encore loin dans nos têtes, livre le jeune homme. Aujourd'hui, ce qui prédomine, c'est ce sentiment de gâchis. Nous avons ici un bel outil industriel qui tourne. Des investissements ont été réalisés récemment. Les vestiaires sont quasiment neufs. On ne comprend pas... » Si l'incompréhension domine chez les salariés, la colère pointe aussi chez ces hommes et ces femmes. Certains songent à partir le plus vite possible. Pour passer à autre chose. Mais les représentants du personnel ont tenu à insister sur l'unité des salariés. « On va se battre, tous ensemble, a souligné Olivier Legros. Il faut rester jusqu'au bout pour obtenir les meilleures conditions ». « Face à ce tsunami qui nous tombe dessus, on a besoin de vous tous », a ajouté José Martins, représentant du personnel.

Alors que les négociations du plan de sauvegarde de l'emploi ont débuté et qu'un cabinet spécialisé a été mandaté pour trouver un repreneur, les représentants syndicaux ont annoncé de prochaines actions sur le site. Vraisemblablement des mobilisations très visuelles, à l'image des 119 poupées de chiffon pendues aux grilles de l'usine.

« Nous avons demandé des réponses à la direction. Mais nous n'en avons pas eues... Pour le groupe, nous avons été une cible. Nous sommes les sacrifiés. » **Olivier Legros, secrétaire (CGT) du comité social et économique d'Eurosérum**

23 février 2022

CHALON-SUR-SAONE: A l'hôpital de Chalon, la mobilisation en soutien à Hicham ne faiblit pas

Au-delà du cas d'Hicham, c'est la mécanique institutionnelle qui est pointée du doigt par les délégués du personnel CGT de l'hôpital de Chalon sur Saône.

"Hicham, brancardier à l'Hopital William Morey depuis de très nombreuses années est suspendu pour des raisons abusives et sur des fondements plus que douteux. 17 ans que cet agent travail au service des patients et de son établissements, 17 ans sans jamais être titularisé... On peut penser ce que l'on veut, le premier des mépris est bien ce dernier. La solidarité des hospitaliers doit être au rendez-vous aujourd'hui pour soutenir notre collègue. Un jour ou l'autre nous pouvons nous retrouver a sa place..." lance la CGT Hôpital de Chalon sur Saône.

"L'agent avait demandé un entretien (DRH) accompagné par la CGT le 12 janvier 2022 pour savoir pourquoi il n'avait pas été retenu pour son passage de stagiérisation. Au final, il se retrouve à la fin de l'entretien avec un courrier lui annonçant sa mise en suspension immédiate à la grande stupéfaction de tous" rajoutent les délégués du personnel, " au centre hospitalier y aurait-il une législation différente ou au cas par cas ?".

La CGT a été consulter son dossier ou n'apparaissait pas les rapports circonstanciés, "ces derniers sont apparu dans le dossier la semaine dernière sans aucune date, réalisés par l'encadrement après la suspension de l'agent".

Une demande de recours gracieux a été envoyé à la direction le 15 février 2022

La CGT tient à dénoncer "la méthode et demande la réintégration de l'agent" considérant que la responsabilité est partagée entre l'agent et l'encadrement. Au total, ce sont près de 600 signatures de soutien à Hicham qui ont été enregistrées.

Le cas d'Hicham devrait être abordé ce jeudi par l'administration hospitalière.

Journées d'action à venir

8 mars : Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Action départementale avec déploiement en territoire et organisation des actions locales avec distribution dans des entreprises à majorité de femmes, exemple : Dim Autun, Webhelp ou Apalib à Montceau, BSE Le Creusot....

17 mars : Journée d'action nationale

Rassemblement départemental à Saint Martin Belle Roche sur le site d'Eurosérum pour la défense de l'emploi avec menace de fermeture. L'idée serait de bloquer dès 8h le site et voir après si on fait juste un rassemblement et/ou une manifestation. Des bus seront mis à disposition.

24 mars : Journée d'action des retraités

Aucune initiative ne sera faite au niveau local, manifestation régionale à Dijon. 4 bus avec un objectif de 200 camarades à Dijon, à ce jour les bus bien remplis. Départs : Chalon, Macon-Tournus, Le Creusot-Montceau et Gueugnon-Paray-Digoin.

Formations syndicales départementales 2022

Jeudi 24 mars

Combattre les idées d'extrême droite

Du 4 au 8 avril

Formation CSSCT au Creusot

Du 26 au 30 septembre

Formation CSE au Creusot

Du 10 au 14 octobre

Formation de formateurs
au Creusot

Du 17 au 21 octobre

Formation Conseiller du salarié
au Creusot

Du 21 au 25 novembre

Formation CSE au Creusot

Du 19 au 23 décembre

Formation Niveau 2 1^{ère} partie
au Creusot

